



Comité du NON Français (CNF)

Rassemblement pour faire respecter le vote populaire du 29 mai 2005

Pourquoi créer une association qui a pour vocation apparente de s'intéresser au vote des Français ayant rejeté le projet de constitution européenne il y a plus de 6 mois ?

Parce que, malgré ce vote, cette volonté souveraine est menacée.

Certes il y a eu un bref instant quelques concessions du bout de lèvres, non pour tirer les conséquences évidentes de ce vote, seulement pour s'interroger sur le quotient intellectuel de ces électeurs qui refusent tout à la fois le politiquement correct et l'économiquement nécessaire, sans préciser bien sûr de quelle(s) nécessité(s) s'agit-il ?

En France, à Bruxelles comme à New York ou ailleurs le système prépare le 2^{ème} vote. La volonté des électeurs est sacrée... quand ils votent comme l'exige le sens de l'histoire, hier avec le marxisme-léninisme, aujourd'hui avec le mondialisme qu'il soit libéral ou « alter », ce dernier servant de ravalement à l'utopie socialiste.

Il n'est pas une semaine où l'actualité nous apporte une déclaration des responsables politiques : Manuel Barroso, Président de la Commission, Angela Merkel, Jacques Chirac, Dominique Strauss-Kahn, etc... Ils préparent le terrain pour organiser en 2006 une réflexion permettant de relancer l'euro-mondialisme... et nous préparer une **ratification parlementaire à la sauvette** qui interviendrait après les élections.

De même les responsables socio-économiques, de Mr Cherèque (CFDT) à la Présidente du MEDEF, les grands éditorialistes, nous expliquent chaque jour que le NON est responsable des difficultés actuelles. Il faut donc **rappeler aux Français que l'environnement économique, les difficultés rencontrées par nos entreprises, le chômage, les délocalisations sont dus aux traités acceptés par le « MACHIN » de Bruxelles.**

Les résultats catastrophiques du commerce français en 2005 sont là pour prouver la destruction de notre potentiel économique : sur 11 mois notre balance commerciale s'est dégradée de 17 Milliards d'euros par rapport à 2004 (déficit au 30/11/2005 de 23 Milliards d'euros contre 6 au 30/11/2004), dont 9 Milliards d'euros, soit 59 Milliards de Francs, qui ne sont pas dus à l'augmentation de la facture énergétique.

De même la communication économique des grands médias **attribue au MACHIN de Bruxelles les succès de l'Europe des Nations : AIRBUS, ARIANE, etc...**

C'est pourquoi il est nécessaire de sensibiliser les Français aux manœuvres en cours, de dénoncer les faussaires et de faire connaître les motivations justes et solides du vote NON.

Dans cette première note nous aborderons successivement :

1) 1972, 1992, 2005 : une montée continue et puissante du vote NON (pages 3 & 4)

2) Le vote NON échappe aux partis politiques, (pages 5 à 7)

3) Les motivations fondamentales qui expliquent la nouvelle progression du NON désormais majoritaire. (pages 8 & 9)

Conclusion. Une idée « neuve » : une France souveraine au sein de l'Europe des Nations. (pages 10 à 12)

- **1972, 1992, 2005 : une montée continue et puissante du NON**

Le 23 avril 1972, était soumis au peuple français le premier référendum relatif à la ratification d'une modification des traités instituant la Communauté européenne. En effet, en 1957, le Traité de Rome avait été ratifié par la voie parlementaire, la seule alors juridiquement possible. En 1972, il était demandé aux Français de se prononcer sur l'élargissement de « l'Europe des Six » au Danemark, à l'Irlande et à la Grande-Bretagne.

Il est intéressant de se pencher sur les résultats de ce referendum...

	23 AVRIL 1972		
Inscrits	29,07 millions		
Votants	17,64 millions		39,3% abstention
Oui	10,5 millions	36,1% inscrits	67,7% exprimés
Non	5 millions	17,2% inscrits	32,3% exprimés

... et de les comparer aux résultats des referendums des 20 septembre 1992 (Maastricht) et 29 mai 2005 (Constitution) :

	20 SEPT. 1992		29 MAI 2005	
Inscrits	38,3 millions		41,79 millions	
Votants	26,7 millions	30,28% abst.	29 millions	30,6% abst.
Exprimés	25,78 millions		28,25 millions	
Oui	13,16 millions	51,04% expr.	12,81 millions	45,34% expr.
Non	12,62 millions	48,95% expr.	15,45 millions	54,69% expr.

En pourcentage, le OUI à la construction européenne telle qu'elle a été opérée depuis 50 ans, n'a cessé de s'effriter, 67% en 1972, 51% en 1992, 45% en 2005 tandis que le NON n'a cessé de progresser, 32% en 1972, 49% en 1992 et 55% en 2005.

En données brutes, le OUI réunit depuis trente ans à peu près la même masse de partisans, alors que le corps électoral inscrit (même si tous les Français électeurs potentiels ne sont pas inscrits...) a progressé fortement : le OUI a progressé de 22% entre 1972 et 2005 tandis que les inscrits augmentaient de 44% durant ce laps de temps : à chaque nouvel électeur « ouïste » correspondent 4,5 nouveaux électeurs « nonistes ».

En suffrages exprimés, le Oui est tombé de 68% à 45% entre 1972 et 2005 tandis que le Non passait de 32 à 55%. Par rapport aux inscrits, le Oui a régressé de 36% à 30,6% tandis que le Non passait de 17% à 37%, cette inversion en ciseaux connaissant son point d'équilibre lors du référendum de Maëstricht.

Cette observation est renforcée par la diminution de l'abstention, puisqu'en 1972 près de 40% des inscrits ne se sont pas prononcés alors qu'en 1992 et 2005, cette abstention est tombée à 30%.

En terme d'expression purement politique, le rejet de l'Europe de Bruxelles est désormais net dans le corps électoral français. **Il y a trente ans, le Oui était le fait majoritaire, en 2005 le Non est le fait majoritaire.**

On peut penser que le jugement négatif croissant porté sur l'Europe de Bruxelles au cours de ces trente années par nos compatriotes, est dû au fait qu'elle paraît directement liée aux évolutions de l'économie de ces mêmes « Trente Piteuses ». Ces trente années ont été caractérisées par la dérégulation financière, le libre-échange dogmatique et la fin des frontières politico-économiques, l'abolition de tout protectionnisme même raisonnable.

De plus à partir de 1970, avec le gouvernement Chaban Delors, on a **définitivement abandonné une politique familiale** qui avait suscité le « baby-boom » de l'après-guerre **au profit d'une politique d'immigration.**

Il y aurait alors moins un Non de gauche ou un Non de droite qu'un Non français, « venu des profondeurs », le refus d'une évolution consciemment mise en œuvre par les sociétés secrètes qui veulent un gouvernement mondial et dont les buts furent résumés par John Foster Dulles, secrétaire d'Etat du gouvernement américain et président du *Federal Council of Churches*¹, en 1942 : « Un gouvernement mondial, la limitation immédiate et sévère des souverainetés nationales, le contrôle international de toutes les armées et de toutes les marines, un système monétaire universel, **la liberté d'immigration dans le monde entier, l'élimination progressive de toutes les restrictions douanières** (droits et impôts) **au commerce mondial**, et une banque mondiale... »².

Le Baron Edmond de Rothschild (1926-1997) confirmait ce projet dans une déclaration devenue célèbre : « L'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire les six pays du **Marché commun**, plus la Grande-Bretagne, et éventuellement l'Irlande et les pays scandinaves, selon des modalités à définir, constitueront une **Europe politique fédérale**, mais parce que chaque individu sent le besoin de se situer dans un environnement restreint, il s'identifiera avec une province, qu'elle s'appelle Wurtemberg ou Savoie, Bretagne, Alsace-Lorraine ou les pays wallons. **Dans ces conditions, la structure qui doit sauter, c'est la nation** »³.

¹ Preuve supplémentaire de la nature « religieuse » ou plus exactement ésotérique du projet mondialiste.

² Epiphanius, *Maçonnerie et sectes secrètes*, page 442, d'après *Times*, 16 mars 1942.

³ Magazine *Entreprise*, 18 juillet 1970

- Le vote NON échappe aux partis politiques

On se propose, dans ce chapitre, de corréler les résultats des trois référendums européens avec les scores des principales tendances politiques dans lesquelles se reconnaissent les Français en régime démocratique, observées lors des élections générales les plus proches de chacun de ces trois référendums.

21. Référendum de 1972 et élections législatives des 4 et 11 mars 1973 (1^{er} tour)

Scores obtenus aux élections générales (premier tour) de mars 1973 par les principales forces politiques :

Inscrits	29,86 millions	
Exprimés	23,72 millions	Abstention : 20,5%
Parti communiste	5,06 millions	21,3% exprim.
Extrême-gauche	0,78 million	3,3% exprim.
Socialistes + radic. De g.	4,9 millions	20,6% exprim.
Gaullistes	5,76 millions	23,9% exprim.
Libéraux et Indépendants	3,35 millions	14% exprim.
Démocrates-chrétiens	3 millions	12,5% exprim.
Droite et extrême-droite	0,68 million	2,9% exprim.

La position des partis politiques (qui, selon l'analyse de Siegfried, expriment autant des attitudes sociologiques que des pétitions idéologiques), étaient les suivantes lors du referendum du 23 avril 1972 précédent :

- PC et extrême-gauche, partisans déclarés du Non,
- Socialistes et radicaux de gauche, modérément partisans du Oui,
- Gaullistes, partisans du Oui mais avec des réticences voire un rejet de l'Europe dans certains de leurs rangs,
- Libéraux, indépendants et démo-chrétiens, très favorables au Oui,
- Divers droite et extrême-droite, divisés entre partisans du Oui et du Non.

Le potentiel théorique du Non était donc 5,06 millions + 0,78 million + n suffrages inconnus venus d'autres formations. Or le résultat officiel du Non est de 5 millions, ce qui signifie que même les plus déterminés des Non n'ont pas fait le plein de cette opposition.

La même observation est valable à propos du Oui, dont le potentiel de départ était très élevé : Socialistes-radicaux de gauche + gaullistes + Libéraux et indépendants + démocrates-chrétiens donnent un nombre de Oui théorique de 17,4 millions. Or le score du Oui de 1972 fut seulement de 10,5 millions de votes.

La différence s'est retrouvée dans l'abstention massive à ce référendum – près de 40% -, par rapport à l'abstention des législatives de l'année suivante, 20%, soit une déperdition de 6 millions de suffrages que l'on retrouve dans l'abstention pure et simple pour 3,6 millions et dans le vote nul pour 2,1 millions (score considérable puisqu'il représenta plus de 12% des votants). **Il y avait donc déjà en 1972 un « Non français »** qui ne put s'exprimer par refus de « mêler ses voix à celles des communistes » mais une fois libéré de cette hypothèque, il dira clairement son opposition à la construction euro-bruxelloise.

22. Référendum de 1992 et législatives des 21 et 28 mars 1993 (1^{er} tour)

Première observation, l'abstention est quasiment égale à chacun de ces deux scrutins, 30,3 % pour le referendum et 31% pour les législatives. Donc plus d'évasion de suffrages dans l'abstention. La comparaison en est facilitée et partant, plus solide.

Le bloc des voix des partisans les plus déterminés du Non en compétition aux législatives de 1993 se décompose comme suit :

Extrême-gauche	0,45 million	1,78% exprim.
Parti communiste	2,33 millions	9,18% exprim.
Front national	3,15 millions	12,42% exprim.
TOTAL	5,93 millions	23,38% exprim.

Or, le Non de 1992 a recueilli 12,62 millions de suffrages, soit 45,34% des exprimés, soit une différence de 6,7 millions. Ces suffrages viennent donc soit de la gauche radicale-socialiste, soit des partis conservateurs-libéraux. Mais dans quelle proportion ?

On peut raisonnablement estimer que la forte progression du NON est due principalement :

- à la perception de plus en plus claire des dangers d'une construction européenne (le MACHIN de Bruxelles) destructrice des identités nationales ;

b) à la mobilisation d'un électorat national qui s'était réfugié en 1972 dans l'abstention et le vote nul pour ne pas mêler ses voix aux communistes et parce qu'il n'y avait pas alors de formation nationale faisant campagne pour le NON.

NB : lors du référendum de 1992 la baisse de l'abstention (- 9 %) et la diminution des votes nuls peuvent être raisonnablement imputées pour la plus grande partie au poids du FN, nouveau par rapport à 1972, et à une mobilisation plus forte de l'électorat de droite acceptant plus facilement de dire NON à Mitterrand, à son gouvernement de gauche et à sa majorité socialiste.

Le Non de 1992 fut donc STRUCTURELLEMENT un NON DE DROITE, lui-même très marqué « à droite ». La thématique « nationale », « souverainiste », « rejet de la supranationalité » est bien le premier déterminant du vote anti-Europe de Bruxelles. On pouvait s'en douter à l'aune des prises de position des « élites mondialisées » de nos pays, la preuve en est faite en matière électorale. Quelles que soient les hypothèses que l'on peut formuler, un constat s'impose : comme en 1972 mais avec une plus grande ampleur, le vote des Français échappe pour une large part à l'influence des partis politiques.

23. Référendum de 2005 et législatives des 9 et 16 juin 2002 (1^{er} tour)

Il est également intéressant de comparer les résultats des élections législatives de 2002 et ceux du référendum du 29 mai 2005 sous le même prisme.

Pour ce qui est des « familles politiques », comme dit le ministère de l'intérieur, en lice lors de ces élections, en voici les scores agglomérés :

Extrême-gauche	0,7 million	2,7% exprim.
Parti communiste	1,21 million	4,8% exprim.
Socialistes-Rad de G.-Div/G.	6,75 millions	26,74% exprim.
Verts-écologistes-régionalistes	1,8 million	7,1% exprim.
UMP-UDF-DL-RPF-MPF-Div/D-CPNT	11,57 millions	45,83% exprim.
FN-MNR-Extrême-droite	3,2 millions	12,67% exprim.

On notera entre ces scrutins une plus forte abstention aux législatives de 2002 qu'au référendum de 2005 : 35,58% contre 30,6% et 28,25 millions de suffrages exprimés au référendum contre 25,24 millions aux législatives. Il est vrai que 3 années séparent le référendum du 29/05/2005 des législatives de juin 2002.

Avec une participation au référendum de 2005 sensiblement égale à celle de 1992, on constate une nouvelle progression du vote NON.

Cette progression du NON peut-elle transformer le NON structurellement de droite en un NON de gauche ?

L'examen des évolutions majeures de la période 1992-2005 par rapport à la période antérieure à 1992 et l'analyse des motivations des Français conduisent, au contraire, à conclure que le **NON de 2005 est majoritairement un NON national.**

- **Les motivations fondamentales qui expliquent la nouvelle progression du NON, désormais majoritaire.**

Observation préalable :

Pour essayer de comprendre le vote du 29 mai 2005, il faut quitter « Sciences-Po », les politologues et les classifications partisans qui n'expliquent rien. Prenons par exemple la progression du vote NON parmi les agents du secteur public entre 1992 et 2005. S'agit-il d'une motivation de gauche, la défense du secteur public, ou de la réaction « nationale » d'agents protégés jusqu'alors par la préférence nationale (qui réserve la fonction publique aux citoyens français) et qui risquent demain d'être en concurrence dans le secteur « libéralisé » avec des populations immigrées ?

En fait depuis 1992, deux évolutions majeures ont marqué les esprits, le développement de la mondialisation et la poursuite de l'immigration.

Le développement de la mondialisation

Cette politique est ancienne mais ses effets néfastes se sont amplifiés depuis Maastricht et son affirmation dogmatique a été inscrite dans le projet de constitution :

Article III-314 : *Par l'établissement d'une union douanière conformément à l'article III-151, l'Union contribue, dans l'intérêt commun, au **développement harmonieux du commerce mondial**, à la **suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs**, ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres.*

NB : l'inscription dans un projet de Constitution donne valeur de dogme absolu à cette religion du « Veau d'or », et implique la subordination de toutes les autres valeurs qu'elles soient politiques, morales ou religieuses.

- **Les délocalisations massives** se sont accélérées depuis 1992, les dispositions protectionnistes transitoires tombant les unes après les autres : fin de l'AMF (Accord Multi-fibres) pour le textile, disparition prévue de la PAC (Politique agricole commune), interdiction des subventions publiques, etc...
- **la Commission de Bruxelles** (le MACHIN) s'est comportée comme le cheval de Troie du mondialisme contestant les subventions à Airbus sans tenir compte des subventions déguisées (commandes militaires) à Boeing, refusant à Péchiney d'absorber ALCAN pour accepter deux ans après la solution inverse, refusant d'appliquer les mesures de sauvegarde (textiles, chaussures, ...) et de mettre en application les sanctions financières imposées aux Etats-Unis dans le secteur de l'acier, etc...
- **La libéralisation des services publics** met fin à des marchés protégés par le cadre national.

La réponse à toutes ces politiques désastreuses pour l'emploi et pour les économies nationales :

- ne peut être une politique de gauche, en particulier l'**alter mondialisme** qui conduit au mieux à une nouvelle utopie, au pire à l'établissement d'un goulag planétaire ;
- implique au contraire le recours équilibré à l'arbitrage d'états souverains permettant de promouvoir le Bien Commun. Ces arbitrages s'expriment dans le cadre des politiques décidées par les Etats-Nation : adoption de la **préférence nationale**, instauration, quand cela est nécessaire des droits de douane, des quotas, etc...

Ce cadre protecteur, dans l'esprit de certains partisans de l'Europe, aurait dû être une fonction essentielle de l'Europe. Force est de constater que le MACHIN de Bruxelles ne l'assure pas au contraire (cf article 314 du Projet de constitution).

Dans l'immédiat à défaut de préférence communautaire, il faut rétablir la préférence nationale quand les circonstances l'exigent.

Les Etats-Unis l'appliquent quand c'est leur intérêt !

La poursuite de l'immigration et le cas de la Turquie

N'en déplaise au politiquement correct la poursuite de la politique d'immigration a été un facteur déterminant du vote NON et s'est exprimée à propos de l'adhésion de la Turquie et de l'Islam en général :

- l'Islam « très ou plutôt positif » chute de 30 % en 2003 à 22 % en 2004. *Sondage BVA-CNC DH (Commission nationale consultative des Droits de l'homme)*
- 57 % des électeurs sont opposés à l'entrée de la Turquie, contre 28 pour, avec le détail suivant : 34 % contre chez les Verts, 39 % au PC, 55 % chez les proches du PS, 63 % chez les proches de l'UMP, 72 % chez ceux de l'UDF, attachés à la défense de l'identité chrétienne de l'Europe, proportion presque aussi élevée que chez les proches du FN (74 %) *Sondage CSA – février 2005.*
- Le refus de l'entrée de la Turquie constitue le premier motif du Non pour 31 % des personnes interrogées, et cette proportion atteint un niveau record de 55 % chez les électeurs et les électrices proches de la droite.

Sondage CSA – Marianne 23 mars 2005

(*TF1.fr LCI- Accueil > News > Europe – article Nonna Mayer*)

Cette analyse n'est pas exhaustive. Elle n'ignore pas le chômage et d'autres causes mais elle relève que le chômage était plus élevé en 1992 (11,1 %) qu'en 2005 (10 %). Elle a pour mérite de démontrer que la montée du Non s'explique d'abord par des thèmes nationaux : préférence nationale contre mondialisme et alter mondialisme, identité française contre société multiculturelle.

CONCLUSION

Une idée « neuve » : une France souveraine au sein de l'Europe des Nations

Le rejet des politiciens qui gouvernent

La claque du 29 Mai ne s'est pas abattue sur le seul Jacques Chirac. Même s'il en est le principal destinataire, l'ensemble de la classe politique, les deux principaux partis UMP et PS, les « grands anciens » défenseurs de l'Europe de Bruxelles, tels le « père » du traité constitutionnel Giscard d'Estaing, Simone Veil, Jacques Delors, Raymond Barre, se sont engagés pour le Oui : 15,4 millions d'électeurs français leur ont répondu « Non ».

Il ne fait aucun doute que sans cette consultation populaire, qui a permis un débat sans précédent, les députés et les sénateurs auraient ratifié sans tambour ni trompette le traité. Quel décalage avec le pays réel, mais on le savait déjà depuis Maastricht !

Les politiques le représentent-ils de façon juste dès lors qu'un tel désaveu leur est infligé ? Que dire du fait que 94% des électeurs d'extrême-gauche et 93% de ceux du Front National ont voté Non, alors qu'aucun de ces partis n'est représenté au parlement ? Il n'y a plus de prescription ni d'ordre qui tienne. Les électeurs se détournent des partis dits (par eux-mêmes) « de gouvernement », de leurs représentants, de leurs gouvernants.

L'ensemble du système politique français repose sur un *bunker* de mensonges et les Français le ressentent confusément : on sait que le député et le ministre parlent pour gagner du temps, écarter les difficultés, tenir à leurs postes jusqu'à la prochaine élection. Les changements que les Français opèrent à chaque renouvellement législatif depuis 1981, avec la « cohabitation » qu'ils entraînent, prouvent qu'ils ne sont pas satisfaits des choix du Système. Mais ils ne sortent pas du Système parce qu'on a diabolisé toute alternative au Système...

De ce point de vue, si le Non du 29 mai a un peu plus décrédibilisé le Système, il aura fait œuvre utile.

La persistance de l'attachement à la patrie

Pierre NORA⁵ analyse ainsi le vote du 29 mai 2005 :

« Un non-dit national explique le vote du 29 mai. Il y a une dimension identitaire, un non-dit national qui constitue un élément sans doute très important d'explication du vote du 29 mai, très au-delà des nationalistes patentés. Par cette sorte de lettre anonyme que représente le scrutin, nous payons la ringardisation systématique de la moindre manifestation d'attachement à la nation. »

Consciemment ou non, on n'a pas cessé pendant des années de ridiculiser, de négliger un inconscient collectif très puissant en le sacrifiant aux mirages de la construction européenne. Une Europe qui manquait de définition et de limite mais qui n'en était pas moins érigée en « horizon indépassable » et même en « rêve ». De ce point de vue, les Non, si différents, ne sont pas totalement incompatibles : beaucoup de gens, peut-être à leur grand étonnement, se sont sentis atteints dans leur « francité »...

En quelques décennies la totalité des éléments de son identité historique traditionnelle ont été violemment ébranlés. De 1945 à 1975, l'assiette paysanne d'un pays autrefois majoritairement rural s'est réduite à 10% ⁴. Quant aux paysans qui restaient, ils sont devenus des « agriculteurs ». ***La déchristianisation a atteint une marque d'identité quasi-millénaire...*** Les enquêtes d'opinion le montrent : parmi les partisans du Non, ***les motivations nationales arrivent en tête*** et une majorité d'électeurs avaient formé leur opinion bien avant la campagne. Comme si ***le texte du traité heurtait des structures mentales et sociales sédimentées depuis longtemps...*** On a heurté un attachement inquiet à la nation française... Cet attachement s'est métamorphosé. Les Français ne veulent plus mourir pour la patrie, mais la France est devenue une notion patrimoniale... Mais dans patrimoine, il y a patrie et c'est l'épaisseur de cette nouvelle relation à l'identité nationale qui n'a été ni enregistrée ni prise en compte par les gouvernants » ⁵.

Le texte de Pierre Nora pointe des symptômes mais ne va évidemment pas au bout du diagnostic :

- **la volonté des élites mondialisées de faire « sauter le verrou » qu'est la nation**, est très clair, on l'a vu, mais il faut aller au bout de l'analyse. C'est pour mettre en place le Gouvernement mondial, projet que poursuivent depuis des siècles les sectes d'initiés, désormais réunies dans le Mondialisme économique-financier, de l'Est à l'Ouest.
- **la destruction du modèle traditionnel de l'autorité**, dont la fonction première est d'assurer **la justice** – pas l'égalité ! – **et la protection** des plus faibles, le modèle archétypal de l'autorité étant le père de famille, selon Aristote lui-même. Ce n'est pas sans raison que le Roi de France était appelé le « Père de ses sujets, le Père du peuple ».

⁴ Appliquant le Plan européen Mansholt, le rapport Rueff- Armand (1959) préconisa de provoquer l'exode rural en France en faisant en sorte que le niveau de vie agricole soit systématiquement inférieur au niveau de vie moyen des autres Français. Un « génocide » à froid. On est aujourd'hui arrivé à ce que voulaient Rueff-Armand : 590.000 exploitations, une population agricole de 1,2 million en 2003, (cf. Jean-Clair Davesnes, *L'agriculture assassinée*).

⁵ Pierre Nora, historien de filiation jacobine, proche de Jean-Pierre Chevènement, dans *Le Monde*, 4 juin 2005, page 10.

Les pouvoirs politiques modernes sont « des monstres froids », éloignés des « sujets », ayant substitué comme l'a dit Saint-Simon ⁶, le socialiste utopiste du 19^{ème} siècle, « l'administration des choses au gouvernement des hommes », dirigés par des techniciens du droit et de la gestion (ou technocrates) au service du gouvernement mondial : « **Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise ou non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consensus** » ⁷.

➤ **les décennies soixante/soixante-dix furent des décennies de destruction, pendant lesquelles « l'identité historique traditionnelle (de la France) fut violemment ébranlée ».** Que se passe-t-il dans ces années-là ? C'est la liquidation du patriotisme, avec la crise algérienne, l'acte de décès de la France chrétienne et la fin du Magistère de l'Eglise catholique avec le Concile Vatican II, l'abandon de la culture classique gréco-latine avec Mai 1968, la montée en puissance de l'euro mondialisme avec l'exode rural et l'ouverture des frontières (levée des barrières douanières intracommunautaires en... mars 1968).

Cette destruction a été voulue dans un plan mûri de longue date : **il s'agit de liquider « la France des terroirs et des clochers ».**

Face à ces manœuvres destructrices le vote de la France le 29 mai, renforcé par le vote néerlandais, doit marquer au contraire :

- un coup d'arrêt décisif à l'utopie mondialiste du « Tout Economie » ;
- un nouveau départ pour une politique
 - respectant les droits des Nations, leurs identités, leurs valeurs,
 - s'inspirant de la recherche du Bien Commun,
 - recherchant plus de justice dans les relations entre les pays,
 - s'efforçant de maîtriser le progrès technique pour préserver l'environnement de la planète tout entière.

Pour sa part, Le Comité du Non Français (CNF) a pour objet de faire respecter, seul ou en concertation, le vote populaire du 29 mai 2005 et de participer à toute action susceptible de concourir au nécessaire sursaut de l'Europe et de ses nations.

Décembre 2005

⁶ Auteur en 1842 d'un *Projet de réorganisation de la société européenne* qui préfigure, trait pour trait, l'actuelle Europe de Bruxelles...

⁷ James Paul Warburg (1896-1969), commission des affaires étrangères du Sénat américain, 17 février 1953.

